



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 1825

Texte de la question

## LUTTE CONTRE LE FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

**M. le président.** La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

**M. Meyer Habib.** Monsieur le Président, mes chers collègues, ma question s'adresse au Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, au Nigéria, encore une fois, les chrétiens sont victimes d'attaques terroristes d'une violence inouïe : 233 jeunes filles y ont été capturées pour être vendues comme esclaves pour quelques dollars, mariées contre leur gré et converties de force à l'islam.

Boko Haram, dont le nom signifie en langue haoussa « l'éducation occidentale est un péché », n'a de cesse de massacrer des chrétiens et veut instaurer la charia pour mener son combat jusqu'à ce que le pays soit « recouvert du sang des infidèles ».

Il a fallu, hélas, cet épisode pour réveiller la communauté internationale face à l'ampleur d'un problème qui dure depuis trop longtemps, dans l'indifférence, et qui s'étend bien au-delà des frontières du Nigéria. Il s'agit de la véritable guerre menée par l'islam fondamentaliste contre les chrétiens, les juifs, les musulmans, les athées et tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Boko Haram cherche à instaurer la charia par la force, comme le font aussi des groupes tels que les Frères musulmans en Égypte, le Hamas, qui vient hélas de s'allier avec l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza, ou encore les mollahs d'Iran qui amadouent avec succès la communauté internationale alors qu'ils poursuivent sans relâche leur programme nucléaire militaire.

La charia, le djihad où sont engagés plus de 800 de nos compatriotes, sont soutenus par des États qui les prônent, les soutiennent ou les appliquent plus ou moins rigoureusement.

Monsieur le Premier ministre, la lutte contre l'islam radical ne peut pas être à géométrie variable. Il n'y a pas de bons ou de mauvais extrémistes. On ne peut lutter contre les fondamentalistes au Nigéria et en fréquentant d'autres à Gaza ou à Téhéran. *(Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SRC et écologiste.)*

Pouvez-vous nous donner l'assurance de votre lutte indivisible et sans concession contre cet obscurantisme qui remet en cause ce à quoi nous sommes le plus attachés : les valeurs fondamentales de la France et les droits de l'homme ?

**M. Michel Sordi.** Il a raison !

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Bernard Cazeneuve**, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, vous posez une question extrêmement grave : celle des conséquences du développement de forme de violences et de radicalisme qui emportent à l'échelle de la planète beaucoup d'êtres humains dans le drame.

Comme Mme Vallaud-Belkacem l'a rappelé dans son intervention, la situation au Nigéria mobilise toute la communauté internationale et notamment la France qui a envoyé des équipes spécialisées pour aider les autorités nigérianes à retrouver ces enfants.

Des actions diplomatiques ont été engagées qui conduiront des chefs d'État et de gouvernement à se retrouver autour du Président de la République samedi prochain, car nous pensons que la lutte contre le djihadisme, la barbarie et ces actes épouvantables appellent le renforcement de la coopération internationale.

Par ailleurs, nous sommes résolus à agir de façon puissante contre l'engagement de nos ressortissants dans des actes de djihadisme, notamment en Syrie.

Une opération a été réalisée avec succès ce matin à Strasbourg par le Raid et la direction générale de la sécurité intérieure sous l'autorité de la justice. Elle témoigne, si besoin en était, de notre détermination, de notre résolution et de l'efficacité des actions que nous avons engagées au titre du plan préparé par le Premier ministre lorsqu'il était ministre de l'intérieur et que j'ai présenté en conseil des ministres le 23 avril dernier.

Nous devons empêcher le départ de nos ressortissants et développer la coopération entre les pays de l'Union européenne – c'était l'objet de la réunion qui s'est tenue à Bruxelles la semaine dernière.

Nous devons nous doter des moyens juridiques nous permettant de lutter contre toutes ces formes de djihadisme et de démanteler les filières qui agissent pour emporter nos ressortissants sur un chemin funeste. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Meyer Habib](#)

**Circonscription :** Français établis hors de France (8<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1825

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [14 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 mai 2014](#)